Le Québec et l'Inde :
Jalons historiques et contemporains d'une relation en construction

Fernand Harvey
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation, Culture et Société
Québec

Dans le contexte actuel de l'intensification des échanges de toutes sortes entre les peuples de la planète, de nouvelles questions surgissent à l'esprit de ceux qui s'intéressent à l'origine et à l'évolution de ces rapports. L'Inde et le Québec partagent, à cet égard, certains éléments insoupçonnés d'une histoire commune. Ce retour au passé nous intéresse maintenant, dans la mesure où une nouvelle relation est en train de se construire entre nos deux sociétés. Cet article se propose d'esquisser certaines pistes de recherche en vue d'un approfondissement souhaitable.

En 2008, l'Inde comptait plus d'un milliard d'habitants, alors que le Québec n'en comptait que moins de 8 millions, soit environ le quart de la ***population totale*** du Canada[1]. L'Inde est une civilisation millénaire, alors que le Québec demeure une société neuve issue de la colonisation française en Amérique, amorcée au début du XVII^{e} siècle et contemporaine de la naissance des Treize colonies américaines. Qu'ont en commun l'Inde et le Québec? À première vue, voilà deux sociétés complètement différentes, situées à des milliers de kiiomètres l'une de l'autre, et que tout semble séparer.

L'Inde est multiculturelle, multilingue et multiconfessionnelle, alors que le Québec a une longue tradition franco-catholique qui s'est longtemps juxtaposée à une puissante minorité anglo-protestante, avant de devenir à son tour une société pluriculturelle, particulièrement depuis les années 1970. Au niveau politique, l'Inde a acquis son indépendance de la Grande-Bretagne en 1947, alors que le Québec demeure l'une des dix provinces de la confédération canadienne. Par ailleurs, au sein de l'empire britannique, le Canada a précédé l'Inde dans l'acquisition de la responsabilité ministérielle pour ses affaires locales, soit dès 1848, et il a obtenu son indépendance en 1931. L'accès au «self government» a été plus tardif dans le cas de l'Inde. On pourrait ainsi multiplier les contrastes et les différences entre les deux sociétés. Il n'y a, à vrai dire, que sur le plan de la superficie que le Québec marque des points avec ses 1667 441km², soit la moitié de la superficie de l'Inde. Il faut cependant noter que plus de 80% de sa population est concentrée au sud de son territoire et plus particulièrement dans la vallée du fleuve Saint-Laurent.

Malgré toutes ces différences, des liens historiques et contémporains, encore relativement peu connus, unissent l'Inde et le Québec. Pour en rendre compte, il convient d'adopter une perspective interdisciplinaire en insistant sur les aspects économiques, politiques et culturels qui permettent d'établir des liens entre les deux sociétés. Si cette vue d'ensemble ouvre de nouvelles pistes de recherche, elle n'a pas la prétention de l'exhaustivité. Parmi ces pistes prometteuses, tant au niveau historique que contemporain, il faut mentionner, l'insertion dans des réseaux économiques et politiques communs, la découverte culturelle de l'Autre, le dialogue interreligieux, et l'imaginaire littéraire. Il est certain, par ailleurs, que le développement des études québécoises

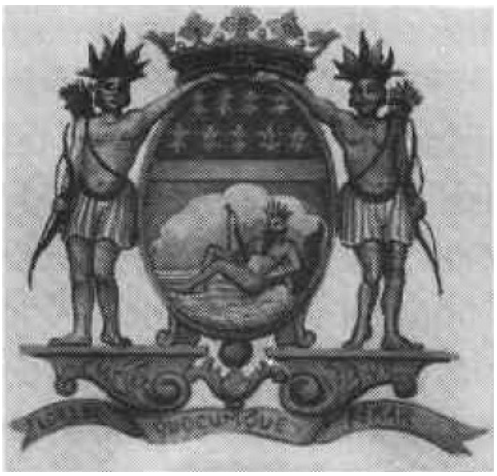
en Inde depuis les années 1990 a contribué à mieux faire connaître la réalité québécoise auprès des élites intellectuelles indiennes. À l'inverse, dans les milieux québécois intéressés par les questions de pluralisme culturel et de spiritualité orientale, l'intérêt pour l'Inde remonte au moins à quelques décennies.

Les liens historiques entre l'Inde et le Québec

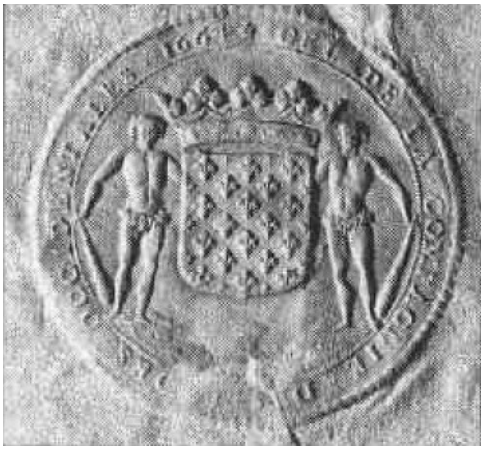
Il arrive que les mots précèdent les réalités. Lorsque Christophe Colomb a découvert l'Amérique il croyait avoir débarqué en Inde, d'où le vocable d'«Indiens» longtemps attribué aux premières nations de ce nouveau continent. Après les Espagnols et les Portugais établis, au sud de l'Amérique au XVI^{e} siècle, les Français et les Anglais explorent, pour leur part, l'Amérique septentrionale. Au cours de ses voyages au Canada, entre 1534 et !542, l'explorateur français Jacques Cartier avait cherché en vain un passage pour se rendre aux Indes et en Chine. Un demi-siècle plus tard, Samuel de Champlain fonde Québec en 1608, établissant ainsi ies bases d'une colonie permanente dans ce qui deviendra la Nouvelle-France. Il amorce aussi l'exploration de l'intérieur du continent nord-américain, jusque là demeuré terra incognito pour les Européens. Parallèlement, les Anglais fondent des colonies en Nouvelle-Angleterre et en Virginie sur la côte atlantique. La France envoie des colons en nombre restreint pour peupler sa nouvelle colonie, mais s'intéresse surtout au lucratif commerce des fourrures avec les peuples amérindiens de l'intérieur du continent. C'est grâce d'ailleurs à une série d'alliances avec ces peuples autochtones que la France réussit à contenir les colons américains sur la côte atlantique et à se constituer un empire nord-américain qui s'étend de la Nouvelle-France (le Québec actuel) jusqu'en Louisiane, en passant par les Grands lacs et la vallée du Mississipi[2].

Le fort taux de natalité des colons français du XVIIe siècle, devenus après deux générations des Canadiens, assure le
développement de cette colonie qui comptait quelque 70,000 habitants au moment de la conquête anglaise du territoire de la Nouvelle-France en 1760. À la même époque, la population des 13 colonies américaines s'élevait à 1,6 million d'habitants.

Pour les fins de comparaison avec l'Inde, il importe de situer la Nouvelle-France dans le cadre du premier empire colonial français[3]. On peut, dès lors, établir les premiers liens indirects avec l'Inde. En effet, Colbert, ministre de Louis XIV, crée deux compagnies pour assurer le monopole du commerce français en 1664. La Compagnie des Indes occidentales s'intéresse à la traite des fourrures au Canada et au commerce du sucre dans tes Antilles[4]. Parallèlement, la Compagnie des Indes orientales a pour but de concurrencer les Anglais et les Hollandais pour le commerce du coton, de la soie, du thé et des épices et s'installe à Pondichéry, devenu comptoir français en 1674. Des études seraient nécessaires pour mieux connaître la nature des échanges commerciaux au sein de l'empire colonial français, mais il est certain que les colons canadiens de l'époque n'avaient pas la permission de commercer directement avec l'Inde ni d'importer directement des produits indiens puisque ce droit relevait uniquement de la métropole.

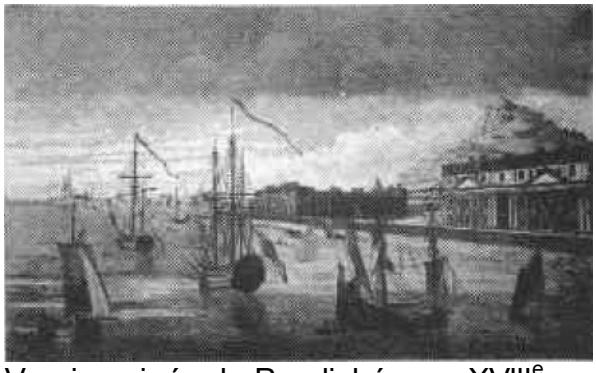


Armoiries de la Compagnie des Indes orientales

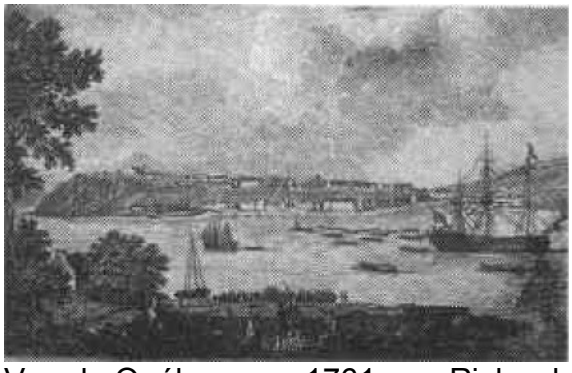


Armoiries de la Compagnies des Indes occidentales

Malgré l'énorme distance, un destin croisé lie Pondichéry et la Nouvelle-France. En.1759, l'armée britannique assiège Québec et s'empare de la ville. L'année suivante les troupes françaises capitulent et quittent définitivement le pays. En 1761, c'est au tour de Pondichéry de tomber aux mains des Anglais. En 1763, le traité de Paris restitue Pondichéry à la France, qui cède, par ailleurs le Canada à l'Angleterre, lui préférant ses lucratives colonies sucrières aux Antilles.



Vue imaginée de Pondichéry au XVIII^{e} siècle.
Musée de la Compagnie des Indes. Lorient.



Vue de Québec vers 1761, par Richard Short

Dans ces affrontements entre deux empires coloniaux, la Grande-Bretagne l'emporte. Le développement de son empire marquera une nouvelle étape dans les rapports entre l'Inde et le Canada. En effet, comme le souligne à juste titre l'historien Serge Granger, «l'Angleterre a eu recours à des colonisés pour agrandir et gérer son empire. Puisque le Québec intègre le système colonial britannique sensiblement en même temps que l'Inde, une mobilité entre les deux régions s'intensifie»[5].

Cette mobilité s'observe d'abord au plus haut niveau puisque plusieurs gouverneurs généraux chargés par Londres d'administrer la colonie canadienne font carrière au sein de l'empire. En effet, les administrateurs coloniaux anglais, qui appartiennent pour la plupart à l'aristocratie anglaise, sont souvent en poste dans les Antilles anglaises d'abord, puis au Canada, avant d'être nommées en Inde, considéré comme un sommet de carrière. Ainsi, Sir Alured Clarke est d'abord lieutenant-gouverneur de la Jamaïque, de 1782 à 1790, avant d'occuper un poste similaire dans la *Province of Quebec*. Nommé gouverneur-général du Canada par intérim, pour remplacer lord Dorchester, de 1791 à 1792, il est chargé de créer des districts électoraux en vue de mettre sur pied la première Chambre d'assemblée du Bas-Canada, issue de l'Acte constitutionnel de 1797. Sa carrière subséquente se déroule en Inde où il est successivement lieutenant-général de l'Inde, commandant en chef à Madras, puis au Bengale, brièvement gouverneur-général de l'Inde en 1798 et enfin commandant en chef jusqu'en 1801[6].

Pour sa part, Sir George Ramsay, lord Dalhousie, est en poste comme gouverneur-général du Canada, de 1819 à 1828. Fin lettré, on lui doit la fondation en 1823 de la plus vieille société savante au Canada, le Quebec

Literary and Historical Society. Après avoir quitté le Canada, il est nommé commandant en chef en Inde, de 1829 à 1832.
Son plus jeune fils, James Andrew Broun Ramsay, marquis de Dalhousie (1812-1860), qui avait vécu plusieurs années de son enfance avec ses parents à Québec, devient gouverneur-général de l'Inde de 1847 jusqu'en 1856. C'est au cours de cette période que le Panjab est annexé à l'empire britannique des Indes[7].

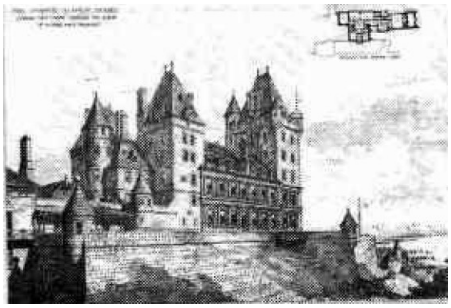
Sir George Ramsay (1770-1838), lord Dalhousie,
Gouverneur général du Canada, 1819-1828;
Gouverneur général de l'Inde, 1847-1856.
(Bibliothèque et archives nationales du Québec)

Un autre gouverneur général du Canada s'inscrit dans la filière indienne. Charles Metcalfe est né à Calcutta. Son expérience dans le service civil en Inde, puis à titre de gouverneur de la Jamaïque (1839-1842), l'avait mal préparé à son poste de gouverneur général du Canada, de 1843 à 1845, car il s'opposa au principe du gouvernement responsable dans le débat qui faisait rage à cette époque entre le gouverneur et son conseil d'une part et les députés du parlement du Canada-Uni, d'autre part[8].

Lord Elgin, quant à lui, sera beaucoup plus souple comme gouverneur-général du Canada-Uni puisqu'il introduit la responsabilité ministérielle dans les institutions parlementaires canadiennes en 1848. À partir de cette date, le gouverneur ne conserve qu'un droit de veto

symbolique et la Grande-Bretagne n'intervient plus dans les affaires internes du Canada. Quant à lord Elgin, après son départ du pays, il est nommé Haut Commissaire en Chine (1857), puis vice-roi des Indes, de 1861 jusqu'à sa mort en 1863[9].

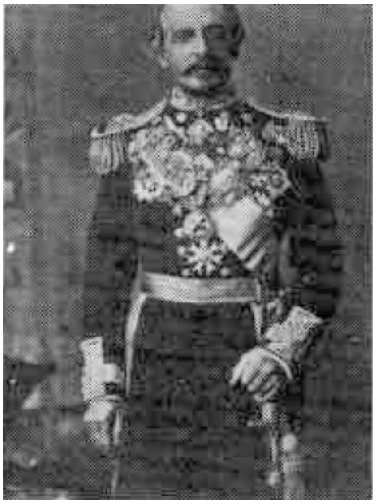
À cette liste s'ajoute le nom du marquis Dufferin (Frederick Temple Hamilton Temple Blackwood), gouverneur général du Canada, de 1872 à 1878, puis vice-roi des Indes, de 1884 à 1888. Cet aristocrate anglais a joué un rôle déterminant dans la préservation du patrimoine du Vieux-Québec en évitant de justesse la démolition des murs de la ville[10]. Il parvient à faire rétablir la porte Saint-Louis en 1878 et propose un plan d'ensemble pour la mise en valeur des fortifications en tenant compte du cachet particulier de Québec. Son plan prévoyait même la construction d'un nouveau château Saint-Louis à l'intérieur de la citadelle, mais ce plan ne sera pas réalisé, faute de financement. Cependant, son goût pour les résidences somptueuses et romantiques se manifeste à nouveau lors de son mandat de vice-roi des Indes. On lui doit la construction du Viceregal Lodge à Shimla, dans l'État de Himachal Pradesh, au nord de l'Inde.



Projet de construction d'un nouveau château Saint-Louis, sur les hauteurs de la citadelle de Québec préconisé par le gouverneur Dufferin en 1878.

Le Viceregal Lodge, construit par lord Dufferin sur les hauteurs de Shimla, Inde, de 1884 à 1888. Aujourd'hui: l'Indian Institute of Advanced Study http:,//en.wikipedia.orslwiki/Indian Institute of Advanced Study

Lord Dufferin, 3e gouverneur général du Canada, 1872-1878.



Lord Dufferin, vice-roi des Indes, 1884-1888.

Le profil de carrière des gouverneurs généraux du Canada illustre bien la mobilité administrative et militaire qui existe au sein de l'empire britannique au XIXe siècle. Cette mobilité se manifeste à tous les niveaux de la hiérarchie. Dans le domaine militaire, des régiments ayant servi au Canada sont ensuite expédiés en Inde et vice-versa. C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre de Sept ans (1756-1763), des bataillons quittent le Canada pour se rendre en Asie. De plus, des coloniaux nés au Québec participent aux guerres de l'empire[11]. On en trouve un bel exemple dans vieille famille seigneuriale canadienne-française des Joly de Lotbinière, alliée des administrateurs britanniques de la colonie. Edmond-Gustave Joly de Lotbinière (1823-1857) s'enrôle dans l'armée britannique en 1849. Il est posté en Inde l'année suivante, dont trois ans au Cachemire, de 1852 à 1855.

Après avoir participé à la guerre de Crimée, il revient en Inde en août 1857 pour rejoindre son régiment assiégé à

Lucknow, lors de la révolte des Cipayes. C'est là qu'il trouve la mort[12].

Inspiré par ce parcours, deux de ses neveux, Henri-Gustave et Alain Chartier de Lotbinière participent pour leur part à la seconde étape de la colonisation britannique de l'Inde, celle de la construction et de l'aménagement des infrastructures. Tous deux diplômés en génie de l'Université Bisop's qui formait au Québec des Royal Engineers au service de l'empire, ils exercent leur profession en Inde. En 1892, Henri-Gustave est affecté à Gilgit dans le Cachemire oùr il est nommé assistant première classe pour la construction de la route qui relie cette localité à Skardu, aujourd'hui en territoire pakistanais. De son côté, Alain Chartier de Lotbinière passe une vingtaine d'années dans la région, soit de 1892 à 1900, puis de 1905 à 1921, où il s'occupe à des travaux d'irrigation dans la région de Jammu, près de Rawalpindi. Entre temps, on le retrouve dans la région de Mysore où il œuvre à la réalisation de la centrale hydro-électrique des chutes Cauvery. Il agira aussi comme conseiller pour l'électrification de plusieurs villes dont Bangalore, Chennai et Delhi[13]. Des recherches plus poussées permettraient sans doute de retracer d'autres militaires ou ingénieurs canadiens-français qui ont séjourné en Inde durant la période coloniale.

Par ailleurs, il est étonnant de constater que les luttes parlementaires des Canadiens français pour l'obtention de leurs droits politiques, linguistiques et culturels au XIX^{e} siècle ont eu des échos dans les milieux réformistes et intellectuels indiens. Il en va de même de l'obtention du principe du gouvernement responsable.

On soulignera dans ces milieux que l'exemple du Canada pourrait servir de modèle pour l'obtention d'une plus

grande autonomie politique interne en Inde. Ainsi, lors du deuxième congrès indien tenu en 1886, l'éminent indianiste Rajendralal Mitra réclame pour ses compatriotes le même traitement que celui accordé aux Canadiens français, lesquels pouvaient suivre les examens de la fonction publique dans leur propre pays.

> «Canada is under the British Government. But her Majesty the Queen Empress does not require that every French subject there shall go to England to pass an examination before being admitted into the Canadian service »[14].

Ces quelques éléments puisés dans les domaines militaire, politique et administratif suffisent à démontrer l'intérêt qu'il y aurait à explorer davantage l'histoire des relations entre l'inde et le Québec dans le cadre de l'empire britannique êt, par !a suite, au sein du Commonwealth.

Missions catholiques, dialogue interculturel et quête spirituelle

Les relations entre l'Inde et le Québec peuvent, par ailleurs, être analysés sous l'angle culturel et religieux. On en retrace l'origine avec l'envoi des premiers missionnaires en - provenance du Québec. Il faut se rappeler que les Canadiens français ont participé de façon significative à l'élan missionnaire de l'Église catholique à travers le monde au cours de la première moitié du XX^{e} siècle, particulièrement à partir des années 1920. L'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne et la Chine constituent les principales régions d'implantation de ces missions. Cependant, l'Inde et de Bangladesh attirent également quelques communautés religieuses[15].

La communauté de Sainte-Croix (pères, frères et sœurs) a été particulièrement active en Inde. Fondée en France par Basile Moreau en 1837, elle prend racine au Canada dix ans plus tard. Un premier groupe de missionnaires français de cette communauté s'installe au Bengale oriental dès 1853. Deux prêtres québécois se joignent à la mission de Dacca en 1888. L'appartenance commune du Canada et de l'Inde au Commonweath allait favoriser l'implantation ultérieure des missionnaires québécois en sol bengali et indien. Après l'indépendance de l'Inde, en 1947, la communauté de Sainte-Croix, déjà installée à Chittagong (Pakistan oriental), développe une mission auprès du peuple Mizo dans la région de l'Assam, au nord-est de l'Inde. Puis, en 1959, dans le but de former un clergé catholique indien qui alimenterait ces nouveaux établissements, la communauté décide de s'implanter à Yercaud, dans l'état de Madras. Cette décision n'est pas sans lien avec le fait que le sud de l'Inde regroupe les plus importantes minorités chrétiennes du pays[16]. En 1964, Sainte-Croix possède déjà des écoles à Yercaud et à Salem, ainsi que des résidences pour étudiants et un scolasticat à Bangalore pour former de futurs religieux. Tant et si bien qu'en 2009, la communauté pouvait célébrer ses 50 ans de présence dans le sud de l'Inde[17].

Dans la philosophie traditionnelle des missions à travers le monde, le but était de convertir les peuples à la religion catholique. Cette approche était également présente chez les premiers missionnaires canadiens français en Inde et au Bengladesh avant le Concile Vatican II (1962), lequel a plutôt privilégié par la suite un dialogue interreligieux. Ce changement de mentalité est déjà amorcé dans deux épisodes d'une émission

religieuse intitulée «La Bonne nouvelle» produite par la Société Radio-Canada en 1961. On y présente le témoignage de quelques missionnaires québécois établis en Inde quant à la nécessité de s'adapter à une culture différente[18].

Par ailleurs, on méconnaît généralement l'impact culturel que ces missionnaires, hommes ou femmes, ont pu avoir au Québec, particulièrement avant la Révolution tranquille. Ils ont été pour les Canadiens français leur première fenêtre sur le monde. Dans le cas de l'Inde, la filière des pères de Sainte-Croix est à l'origine de la fondation à Montréal du Centre Monchanin par Jacques Langlais c.s.c., en 1963. Dès sa création, ce centre oriente son action vers le dialogue interconfessionnel et joue un rôle pionner dans le développement des relations interculturelles au Québec. À l'origine, le centre tirait son inspiration des écrits et de l'action du père Jules Monchanin, un missionnaire catholique français ayant vécu en Inde, de 1932 à 1957. Selon lui, il s'agissait «non de s'adapter par tactique aux coutumes de l'Inde, mais de s'assimiler par amour à ce que l'Inde a d'essentiel dans les modes de son expérience spirituelle, de sa pensée, de sa vie consacrée». Le père Jacques Langlais fera sienne cette approche en l'adaptant au contexte québécois du dialogue interculturel, à titre de directeur-fondateur du Centre Monchanin durant sept ans (1963-1970) et comme cofondateur et rédacteur des revues Orient (1953-1969) et Studies in Religions/ Sciences religieuses (1971)[19]. Le centre puisera aussi abondamment dans la philosophie de Raimon Panikkar, un pionnier du dialogue interreligieux hindou-chrétien[20].

La *Revue Monchanin*, qui devient par la suite Interculture, comptera ce philosophe parmi ses collaborateurs

réguliers. Dans le but de mieux refléter la diversité ethnoculturelle croissante du Québec, le centre interculturel Monchanin modifie son nom en 1990 pour devenir l'Institut interculturel de Montréal. Robert Vachon succède à Jacques Langlais comme directeur en 1970. Il est lui-même remplacée par madame Kalpana Das, originaire de l'Inde, depuis 1979[21].

Les trois directeurs successifs de l'Institut interculturel de Montréal (de g. à d.) : madame Kalpana Das (1979- , le père
Jacques Langlais c.s.c. fondateur (1963-1970) et
Robert Vachon (r,970-1979).
Photo : Institut interculturel de Montréal

Le professeur Fernand Ouellet de l'Université de Sherbrooke (1er à gauche), accompagné de stagiaires québécois et d'hôtes indiens, janvier 2009. Collection Fernand Ouellet

Une autre expérience de dialogue interculturel mérite d'être soulignée, soit celle du professeur Fernand Ouellet, dans le cadre du programme de maîtrise en sciences humaines des religions de l'Université de Sherbrooke. Ce programme qui comprend un cours sur l'Inde et un séjour sur le terrain précédé d'une recherche sur un sujet pertinent avait pour but de former des enseignants pour le réseau scolaire québécois qui seraient en mesure de sensibiliser leurs élèves à la connaissance et à l'expérience des diverses religions.

Pour sa part, Fernand Ouellet s'intéressera plus particulièrement à l'étude de l'hindouisme, du bouddhisme et de l'islam. Dès 1977, il organise à cet effet une série de stages en Inde afin de familiariser ses étudiants et futurs professeurs aux cultures et religions de l'Inde. Au total, quelque 125 stagiaires québécois répartis en petits groupes ont ainsi pu bénéficier d'un tel un séjour dans le nord et le sud de l'Inde, entre 1977 et 2009. Il est, par ailleurs, intéressant de noter que Fernand Ouellet est le seul Québécois à avoir traduit de l'hindi au français des œuvres du célèbre écrivain indien Munshi Premchand (1880-1936)[22].

D'autres universités québécoises offrent une formation similaire qui a pour objectif de sensibiliser les étudiants aux cultures et aux religions sud-asiatiques. À l'Université du Québec à Montréal, cette formation de deuxième cycle qui comprend également trois semaines d'initiation sur le terrain en Inde est sous la responsabilité du professeur Mathieu Boisvert du département des sciences des religions[23]. De son côté, l'Université McGill a développé au fil des ans l'un des plus vastes éventails de programmes d'enseignement sur les religions asiatiques en Amérique du Nord, incluant l'hindouisme et le bouddhisme tant au niveau de la maîtrise que du doctorat[24].

Un orientalisme à la québécoise?

On peut situer dans le prolongement du dialogue interculturel la question de l'orientalisme en Occident. Dans son livre *Orientalism*, Edward Saïd définit l'Orient comme une invention européenne associé au colonialisme et à l'impérialisme[25]. Dans quelle mesure les écrits québécois sur l'Inde s'inscrivent-ils dans

l'orientalisme occidental? Il faudrait, pour répondre à cette question, reconstituer et analyser le corpus des écrits des militaires, des voyageurs et des missionnaires du XIX^{e} siècle et de la première moitié du XX^{e} siècle. Par ailleurs, «il faut attendre le milieu des années 1970 pour voir réapparaître l'Orient dans la littérature québécoise», selon Serge Granger[26].

Dans une intéressante étude qu'elle consacre à une dizaine de romans québécois récents, Vijaya Rao constate que le corpus québécois dégage une représentation quasi inconsciente d'une Inde indoue, où se côtoient spiritualité et érotisme, comme pour la plupart des textes occidentaux. Cet imaginaire littéraire a tendance à passer sous le silence l'Inde multiculturelle avec ses minorités musulmanes et chrétiennes. Si certains traits du discours colonial sont présents dans l'écriture québécoise, l'orientalisme québécois présente, selon Vijaya Rao, certains traits originaux. En effet, compte tenu de l'histoire du Québec français, marqué par le colonialisme et une forme de désappropriation, le discours québécois sur l'Orient prend ses distances par rapport au discours britannique à caractère ethnocentrique et parfors arrogant. Il s'identifie plutôt «avec la victime, le faible ou le protagoniste hésitant»[27].

Les relations commerciales entre !e Québec et l'Inde

Une autre approche pour l'étude des relations entre le Québec et l'Inde fait référence à l'économie et aux relations commerciales. Ces relations sont anciennes puisque Québec constituait le port d'entrée au Canada des produits indiens, comme le thé, les épices et les tissus, importés par l'East India Company, à l'époque du

régime anglais[28]. On pourrait reconstituer ainsi l'histoire de ces liens commerciaux au cours des XIX^{e} et XX^{e} siècles, bien qu'ils occupent une place marginale dans le commerce international du Québec.

L'élément nouveau qui est apparu récemment dans l'évolution des relations économiques entre le Québec et l'Inde concerne l'intervention de l'État québécois dans le dossier. En vertu de la constitution canadienne, le Québec dispose de certains pouvoirs dans le domaine de l'économie, de l'éducation et de la culture qu'il a cherché à prolonger sur la scène internationale depuis les années 1960. Ces relations se sont d'abord développées avec la France et la Francophonie, sans oublier les États américains, en particulier ceux de la Nouvelle-Angleterre. Par ailleurs, la recherche de nouveaux marchés d'exportation a amené le Québec, par l'intermédiaire de son ministère des Relations internationales, à établir des délégations et des bureaux dans différents pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie. En 1990, par exemple, le Québec possédait des antennes à Tokyo, Hong Kong, Bangkok et Singapour, mais aucune représentation en Inde. Le bureau de Mumbai n'a été créé qu'en 2006, l'année où le premier ministre du Québec Jean Charest a effectué une première mission commerciale en Inde, accompagné d'une trentaine de délégués du secteur industriel. Situé à l'intérieur du Consulat général du Canada à Mumbai, ce bureau n'a véritablement pris son envol qu'après la nomination de son premier chef de poste, monsieur Benoît-Jean Bernard, le 30 octobre 2007.

La volonté du gouvernement du Québec de considérer l'Inde comme une nouvelle priorité économique avec d'autres pays émergents comme la Chine et le Brésil tient évidemment au potentiel des

échanges envisagés au niveau commercial et industriel, notamment dans le secteur de l'environnement, des biotechnologies et des infrastructures de transports et de communications[29]. Cet intérêt s'est traduit par une seconde mission québécoise composée de 130 représentants des milieux d'affaires, de l'éducation et de la recherche, présidée par le premier ministre Jean Charest. La délégation a visité les villes de Mumbai, Bangalore et Delhi, du 31 janvier au 6 février 2010[30].

Même si l'Inde n'est qu'au 14e rang des partenaires commerciaux du Québec, il est intéressant de noter que les exportations du Québec en Inde ont augmenté de 54% en 2008, par rapport à l'année précédente, pour atteindre 427 millions de dollars[31]. Du côté indien, de grandes entreprises comme Tata ont pris pied à Montréal[32].

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, avec un groupe d'étudiantes de l'Université de Mumbai, lors de son second voyage en Inde, le lerfévrier 2010. Photo Gouvernement du Québec

L'une des contributions originales du Québec dans le domaine des relations internationales concerne son implication active dans la constitution d'un réseau des États fédérés. Grâce à ce réseau, le Québec a pu conclure des ententes internationales dans le champ de ses compétences constitutionnelles avec divers États fédérés d'Europe et d'Amérique[33]. La seconde mission du Québec en Inde a d'ailleurs été l'occasion de conclure une première entente de coopération entre le Québec et l'État de Maharashtra[34].

L'avenir des études québécoises en Inde

Le développement des études québécoises en Inde est relativement récent et s'explique par divers filiations institutionnelles et disciplinaires. Les professeurs Rorney Borges, Ramaya Kichenamourty et K. Madanagobalane en ont rappelé les origines dans deux articles publiés dans Globe, la Revue inteinationale d'études québécoises en 2001[35]. On peut identifier. deux sources principales à l'origine de cet intérêt des universitaires indiens pour le Québec et le Canada français en général. D'abord la filière anglophone. Les programmes des Commonwealth Studies qui existaient dans les départements d'anglais des universités indiennes dans les années 1960, puis la création du Shastri Indo-Canadian Institute, en 1968, ont favorisé la création d'un premier centre d'études canadiennes à la M.S. University of Baroda, en 1982, puis de Indian Association for Canadian Studies, en 1985. Cinq ans plus tard, l'Université de Baroda organisait un premier séminaire international intitulé «National Identity and French Canadian Literature) (5-7 janvier 1990). Cet événement a, par ailleurs, permis d'établir un lien avec le Centre

d'études françaises et francophones de la Jawaharlal Nehru University (JNU) de New Delhi qui avait, de son côté introduit un programme d'études canadiennes-françaises en 1987. Plusieurs universitaires québécois, principalement en littérature, ont été invités à JNU par la suite[36].

Compte tenu du fait que les réseaux anglophones d'études canadiennes ne s'intéressaient que marginalement aux études québécoises, la filière francophone du milieu universitaire et collégial indien a senti le besoin de développer ses propres réseaux pour développer les études québécoises à partir des années 1990. Il n'y a pas de doute que le Centre d'études françaises et francophone de JNU a joué un rôle pionnier dans ce domaine, tout en s'associant à d'autres départements de français, particulièrement dans le nord de l'Inde. C'est, en effet, de JNU qu'ont été produites les premières thèses consacrées à la littérature québécoise, soit celles de Vijaya Rao sur Michel Tremblay et d'Abhijit Karkun sur Jacques Godbout[37]. De son côté, le ministère des Relations internationales du Québec a fourni un soutien financier au cours des années récentes pour la mise sur pied d'un centre de documentation sur le Québec à JNU.

Par ailleurs, les départements d'études françaises des universités de Madras et de Pondichéry ont également été actifs pour faire connaître et étudier la littérature québécoise dans le sud de l'Inde, notamment par la publication de recueil de textes en français ou en traduction tamoule[38]. Cette action a été renforcée par l'implication de l'Indian Association for Teachers in French qui a considéré que l'introduction de la littérature québécoise dans l'enseignement constituait un moyen de

maintenir, voire d'élargir, l'intérêt pour l'étude du français en Inde. D'autant plus que la position du français est plus ou moins menacée de marginalisation à la suite de la nouvelle politique d'enseignement des langues en Inde, qui relègue le français derrière l'hindi, l'anglais et les langues régionales.

Conclusion et perspectives

Ce tour d'horizon, forcément incomplet, des relations entre le Québec et l'Inde démontre à la fois l'ancienneté et la nouveauté de ces rapports. Aussi loin que l'on peut remonter dans l'histoire, il existe des traces de ces rapports. Ils s'inscrivent dans le cadre d'empires coloniaux, d'abord français, puis britannique, mais les liens demeurent indirects avant l'ère des indépendances, puisque l'Inde et le Canada demeuraient des sociétés colonisées et contrôlées par une même métropole. Ce statut de dépendance n'a pas empêché certains individus de se construire une carrière au sein de l'Empire britannique au niveau de l'administration coloniale, de l'armée ou du génie civil. Il est, par ailleurs étonnant de constater que certains événements politiques survenus au Canada français - comme la lutte pour la langue française et celle en faveur du gouvernement responsable, voire la rébellion de Louis Riel dans le Nord-ouest - ont eu des échos dans les milieux nationalistes indiens au XIX^{e} siècle.

Quant aux relations plus directes entre le Québec francophone et l'Inde, elles sont plus récentes. Sans doute pourrait-on remonter aux années 1920 pour en retracer l'origine avec les missions catholiques canadiennes-françaises en Inde. Ce premier contact interculturel s'est transformé au fil des décennies, et plus

particulièrement depuis les années 1960, au point d'avoir un impact en retour sur le dialogue interreligieux et interculturel au Québec, devenu entretemps une société laïque.

La nouvelle relation en construction entre le Québec et l'Inde a d'abord été de nature culturelle avant d'être économique. Du côté québécois, des intellectuels, des professeurs, des écrivains, des artistes ou de simples voyageurs en quête de spiritualité, d'altérité ou de dépaysement ont voulu faire l'expérience personnelle de l'Inde. On pourrait, à cet égard, analyser l'évolution des perceptions de l'Inde à travers ces itinéraires personnels ou celle des médias québécois. Mise à part la question de la religion et de la spiritualité, une telle recherche démontrerait sans doute que l'image de la société indienne s'est radicalement transformée depuis les années 1950, alors que le pays luttait contre le sous développement, jusqu'au tournant du XXI^{e} siècle qui correspond à une société moderne propulsée par une économie émergente.

D'une façon générale, les études sur l'Inde au Québec ont surtout été le fait des universités anglophones jusqu'ici. L'Université McGill possède, en effet, une longue tradition dans ce domaine avec ses programmes d'enseignement sur les East Asian Studies, au sein de la faculté des Arts, ceux de l'Asian Religion Area de la faculté d'Études religieuses, de même qu'avec ses recherches à l'Institute for the Study of International Development, et au Centre for East Asian Studies[39]. L'Université Concordia a également développé de solides liens avec plusieurs universités indiennes dans le domaine du génie, des technologies de l'information et des communications, de l'énergie, de l'environnement et

des arts. Sans compter que 5% de son corps professoral régulier est natif de l'Inde et qu'entre 300 et 350 étudiants inscrits à l'université possèdent la citoyenneté indienne[40]. La barrière de la langue constitue-t-elle un obstacle au développement des études sur l'Inde dans les universités francophones du Québec et à l'échange d'étudiants dans une perspective interinstitutionnelle? Toujours est-il qu'à l'exception des études en sciences humaines des religions, la recherche sur une base institutionnelle y demeure encore embryonnaire.

Pour approfondir l'histoire et l'état actuel des relations entre le Québec et l'Inde, de nouvelles recherches s'avèrent nécessaires, notamment dans le domaine commercial, politique et social. La présence relativement récente à Montréal d'une communauté indienne issue de l'immigration a déjà fait l'objet d'une première recherche qui, en dépit de la barrière linguistique, démontre une certaine convergence entre la problématique de l'identité québécoise et celle de cette communauté autour de la question de l'autonomie politique. «De cette interaction, écrit Anna Maria Fiore, naît une nouvelle appartenance multiple qui combine des éléments de la culture d'origine et ceux de la société québécoise»[41].

Les études comparées et les regards croisés entre la société québécoise et la société indienne dans le domaine, économique, social, littéraire et artistiques ont appelés à se multiplier au cours des années à venir. L'émergence du champ des études québécoises en Inde en constitue d'ailleurs un témoignage récent.

Par ailleurs, d'une façon plus générale, cette vue d'ensemble révèle que les rapports historiques ou

contemporains entre la société québécoise et la société indienne ne procèdent pas d'un foyer unique, mais qu'ils s'inscrivent à l'intérieur de réseaux spécifiques et généralement parallèles : professeurs indiens de littérature ou de français langue seconde, universitaires ou enseignants québécois (francophones ou anglophones) qui s'intéressent à la culture ou à la religion, entrepreneurs québécois qui souhaitent faire des affaires avec l'Inde, etc. De toute évidence, les relations entre le Québec et l'Inde demeurent un chantier en construction en ce début du XXIe siècle.

Notes

[1] Population totale en 2008: Inde: 1,147,995,000 personnes;
Québec : 7,828,879 personnes.

[2] Sur cette question des alliances voir: Denys Delâge, «Les Premières Nations et la Guerre de la Conquëte ¸(1754-1765)», *Les Cahiers des Dix*, no 63 (2009) : pp. 1-67.

[3] Le premier empire colonial français se développe du XVIe siècle jusqu'à début du XIXe siècle et s'achève avec la vente de la Louisiane par Napoléon (1804) et l'indépendance d'Haiti (1804). Le second empire français s'étend de la conquête de l'Algérie (1830) jusqu'au mouvement de décolonisation des pays africains, au cours des années 1960.

[4] La Compagnie des Indes occidentales (1664-1674) est remplacée, par la suite par d'autres compagnies dont la plus stable est la nouvelle Compagnie des Indes occidentales (1718-1760).

[5] Serge Granger, «Les Lotbinière au Cachemire avant la première guerre mondiale», Synergie - Inde, no 3 (2008) : p.130.

[6] Sir Alured Clarke (1745-1832), *Dictionnaire biographique du Canada en ligne* : http://www.biographi.calindex-f.html

[7] Marjory Whitelaw, éd., The Dalhousie Journals, Ottawa, Oberon, 1978-1980.

[8] Charles Metcalfe, baron (1785-1846), *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

[9] James Bruce, 8e comte d'Elgin 1811-1663), *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*.

[10] Georges Drolet, «The mighty Empire. Lord Dufferin's 1875 Embellish», *Bulletin*, Society for the study of architecture in Canada / Société pour l'étude de l'architecture au Canada,vol.21, no 1 (mars 1996) : p.78-23.

[11] Serge Granger, «Le recherche historique sur les relations entre l'Asie et le Canada d'avant 1850», *International Journal of Canadian Studies*, vol. 31 (2005) : p.770.

[12] Serge Granger, «Les Lotbinière au Cachemire avant la première guerre mondiale», op. cit., p. 134.

[13] Ibid, p. 137.

[14] Indian National Congress, *Report of the Proceedings of the Second Indian National Congress*, Calcutta, 1886. Cité dans: Serge Granger, Ibd, p.733.

[15] Sophie-Laurence Lamontagne, «La mission sans frontière», dans Musée du Québec, *Le Grand héritage. L'Église catholique et la société du Québec*, Québec, 1984, p. 171-209; Lionel Groulx, le Canada français missionnaire, Montréal, Édltions Fides, 1962. Sur l'Inde et le Pakistan : p.199-229.

[16] En 1952, la pointe sud de l'Inde comptait 78% des 5,500,000 indiens catholiques répartis dans les états du Mysore, de l'Andhra Pradesh, du Kerala et de Madras. Voir : Denis Prescott, c.s.c. «Sainte-Croix en Asie. Dossier» *Orient* (revue missionnaire des pères de Sainte-Croix), Montréal, no 335 fianvier- mars 2010) : p.5-22. (Présence de cette communauté dans le sud de l'Inde, de 1969 à 2010).

[17] Denis Prescott, op. cit., p.17.

[18] Les archives visuelles de Radio-Canada permettent de visionner en ligne ces deux épisodes qui ont valeur d'anthologie «Le travail de missionnaires en Inde», Émission «La Bonne Nouvelle», 23 juillet 1961, animé par Jean Pellerin et le père Louis-Marie Régis, o.p.,
Archives de Radio-Canada :
http://archives.radio-canada.ca/emissions/908-6289/page/1/
«Propager la foi par l'aide à la population»,6 août
http ://archives. radio-canada.calemissions/908-6290

[19] Jacques Langlais, Du village au monde. Autobiographie, Montréal, Éditions Carte blanche, 2000, p. 157 -15?; 235-237.

[20] Biographie de R. Panikkar: http://www,raimonpanikkar.orglfrancese/biografia-intellettuale-2.html

[21] Voir le site Web de l'Institut interculturel de Montréal :
http://www,iim.qc.ca/index.html

[22] M. Premchand : Deux amis et autres nouvelles, Paris, L'Harmattan, 1996; Délivrance, L'Harmattan, 2000; Godan. Le don d'une vache, L'Harmattan, 2006; (en

collaboration avec André Couture et al.), La marche vers la liberté, L'Harmattan,2009.
Entrevue téléphonique de Fernand Harvey avec Fernand Ouellet,
Québec, 27 avril 2010.

[23] http://www.international.uqam.ca/pages/uqam inde.aspx

[24] http://ara.mcgill.ca

[25] Edward Said, Orientalism, London, Routledge & Kegan Paul, 1978, p.1.

[26] Serge Granger, «Les coureurs de l'Extrême-Orient. Visions de l'Ailleurs avant la Révolution tranquille», dans Mounia Benalil et Janusz Przychodzen, dir., *Identité hybrides*. Orient et orientolisme ou Québec, (coll. Paragraphes), Montréal, Département des littératures de langue française, Université de Montréal, 2006, p.37.

[27] Vijaya Rao, «Orientalisme québécois et représentation hindoue», dans Mounia Benalil et Janusz Przychodzen, dir., Identité hybrides, op. cit., p.71.
[28] Voir Serge Granger, «Le recherche historique sur les relations entre l'Asie et le Canada d'avant 1850», op. cit., p. 170. Voir aussi : Yvon Desloges, «Au rythme des marées : Québec et son économie, 1608-1791», dans Marc Vallières et al., Histoire de Québec et de sa région, Quéhec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 127.

[29] Politique internationale du Québec. Plan d'action 2009-2014, Québec, 2009, 25p. Voir : www.mri.gouv.qc.ca

[30] «À la conquête de l'Inde. Entrevue avec Pierre Arcand» (Ministre des Relations internationales du Québec), La Presse, Montréal, 30 janvier 2010, p. A16 - A17.

[31] En 2009, Tata Communication employait 250 personnes à Montréal dans le domaine des télécommunications.

[32] Québec@monde, vol. 6, no 1 (fév. 2010).

[33] L'Observatoire de l'administration publique - ÉNAP en coll. Avec Nelson Michaud et Marc T. Boucher, Les relations internationales du Québec comparées, Québec, ÉNAP, aut. 2006, 41p.

[34] Les secteurs ciblés par la déclaration sont : la promotion des échanges économiques, l'éducation supérleure, la collaboration en recherche et innovation, le développement durable et les changements climatiques, le tourisme et la culture.
Voir:
http://www.mri.gouv.qc.ca/fr/relations_quebec/asie/inde/maharashtra.asp

[35] 35) Romey Borges, «De la nécessité d'exploiter et de valoriser l'intérêt croissant pour les études québécoises en Inde», Globe. Revue internationale d'études québécoises (Montréal), vo. 4, no 2 (2001) : p. 343-359; Ramaya Kichenamourty et K. Madanagobalane, «Rapport sur la situation des études québécoises dans

quelques centres d'études françaises en Inde», Globe, Revue internationale d'études québécoises, vol. 4, no 2 (2001,l : p.362-372.

[36] Fernand Harvey, Les études québécoises et canadiennes-françaises dans les universités indiennes. Rapport d'une 2" tournée de conférence de Fernand Harvey, 7-21décembre 1991, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, mars 1992.

[37] Vijaya Rao, Le thème de la révolte chez Michel Trembloy, mémoire de maîtrise, JNU, 1988; Vijaya Rao, Le monde des morginaux dans l'œuvre de Michel Tremblay, thèse de doctorat, JNU, 1995; Abhijit Karkun, L'homme en lutte dans les œuvres de Jocques Godbout et Kateb Yacine : une étude comporée de «Salut Galarneau» (J.G.) et «Nedjmo (K.Y.)», mémoire de maîtrise, JNU, 1990.

[38] À titre d'exemple : K. Madanagobalane, R. Kichenamourty, R. Venguattaramane, S. Panniselvame et N.C. Mirakamal, Introduction à la littérature québécoise. Auteurs choisis, Chennai, Samhita Publications, 2010, 159p. ; Anthologie de lo nouvelle québécoise actuelle, établie et présentée par Gilles Pellerin. Textes recueillis et traduits en tamoul par K Madanagobalane et R. Kichenamourty, Chennai, Samhita Publications, 2008, 136p.

[39] http://sea.mcgill.calresources/info/other.php

[40]

http://mediarelations.concordia.ca/pressreleases/archives/2010/02/quebec_trade_mission_solidifie_1.php

[41] Anna Maria Fiore, «Parcours identitaires croisés: Le cas des immigrants de l'Asie du Sud,au Québec», Synergie-Inde, (Revue du GERFLINT), Numéro spécial sur le Québec, sous la direction de Vidya Vencatesan et Vijaya Rao, Paris, no 3 (2008) : p.37.